



FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE

BURUNDI

**Le Gouvernement profite des attaques rebelles
pour renforcer la répression des opposants**

Rapport sur la gouvernance et les droits
économiques et sociaux au Burundi

septembre 2020

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	i
0. INTRODUCTION.....	1
I. CONTEXTE D’ATTAQUES ARMEES, D’ARRESTATIONS ARBITRAIRES ET DE VIOLATIONS TOUS AZIMUTS DES DROITS HUMAINS	2
II. EDUCATION : UN DOMAINE QUI PATAUGE ET QUI A DE LA PEINE A SE REMETTRE SUR LES RAILS APRES DES CHANGEMENTS NON MURIS	10
II.1. Généralités	10
II.2. Une rentrée scolaire marquée par plusieurs cas d'irrégularités surtout liés au manque de matériels didactiques et d’enseignants.....	11
III. DROIT AU TRAVAIL : LE MANQUE D’EMPLOIS ATTEINT DES PROPORTIONS TRES ALARMANTES.....	17
IV. SANTE : LE DANGER DU COVID-19 TOUJOURS SOUS-ESTIME MALGRE LA RECONNASSANCE OFFICIELLE DE L’ETAT PANDEMIQUE DU VIRUS.....	18
V.CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	20

0. INTRODUCTION

Le changement à la tête du Burundi depuis la prestation de serment du Président Evariste Ndayishimiye avait suscité un espoir dans les esprits de bien des Burundais. Des étrangers pensaient également que le Général Président allait finalement pouvoir sortir le Burundi de la crise socio-politique et économique engendrée par l'entêtement de son prédécesseur à s'éterniser au pouvoir, un entêtement qui a plongé le pays dans une crise qui dure depuis 2015. Loin de montrer une rupture entre l'ancien et le nouveau régime, le nouveau Président de la République a montré qu'il venait assurer le changement dans la continuité en se montrant toujours lié par le cercle de généraux influents qui entouraient le président Pierre Nkurunziza. Quelques jours après sa prestation de serment anticipée, il a nommé dans son gouvernement, aux postes les plus stratégiques, des Généraux jusqu'au-boutistes comme Alain Guillaume Bunyoni à la Primature et Gervais Ndirakobuca au super ministère en charge des affaires intérieures, de la sécurité et du développement. Ceux qui, à l'avènement du nouveau Président pensaient aux lendemains meilleurs, ils ont vite déchanté.

Sur le terrain sécuritaire, la situation est des plus mauvaises depuis les incursions des groupes rebelles qui attaquent le pays depuis la fin du mois d'août 2020. Alors que ces attaques ont été revendiquées par un mouvement bien connu du gouvernement burundais, celui-ci en a profité pour faire taire toute opposition et toute voix discordante dans le pays, une répression souvent faite dans le sang.

Ce rapport du mois de septembre relève des faits relatifs à l'insécurité qui a monté d'un cran depuis fin août 2020. Il épingle également une rentrée scolaire avec beaucoup de défis, des taux d'abandons scolaires et de chômage qui ne cessent de monter dans les rangs de la jeunesse scolarisée du Burundi. L'on constatera également dans le rapport que le contexte d'attaques d'hommes armés a aggravé la situation des crimes commis par le régime d'Evariste Ndayishimiye, régime qui accuse des Burundais d'être des soutiens internes de la rébellion. Des cas d'illustration relevés à travers certaines provinces du Burundi montrent l'ampleur des violences commises pendant ce mois de septembre 2020.

Ce rapport n'oublie pas non plus la gestion négligée de la pandémie du Covid-19, pandémie qui continue à faire des victimes sans que cela inquiète outre mesure le Gouvernement de Gitega. Les mesures de barrière à l'expansion du coronavirus n'ont pas fait objet de mise en application sérieuse et rigoureuse par les autorités burundaises. Les Burundais baissent de plus en plus la garde, ils ne se lavent plus obligatoirement les mains avant d'entrer dans des lieux publics ou quand ils en sortent. Le port du masque qui n'a jamais été obligatoire au Burundi se trouve aujourd'hui au niveau de voir des gens qui le portent sur les oreilles, le menton ou carrément dans la poche.

I. CONTEXTE D'ATTAQUES ARMEES, D'ARRESTATIONS ARBITRAIRES ET DE VIOLATIONS TOUS AZIMUTS DES DROITS HUMAINS

Plusieurs personnes sont ces derniers temps victimes d'arrestations arbitraires pendant que d'autres sont tuées et/ou kidnappées accusées de collaborer avec des groupes armés rebelles. Les témoignages recueillis sur terrain montrent que les cibles privilégiées dans cette répression du gouvernement sont essentiellement de la composante sociale tutsi (dont des ex-militaires des Forces Armées Burundaises), et les membres du parti politique « Congrès National pour la Liberté » (CNL) qui revendique la victoire aux élections du 20 mai 2020.

Au niveau sécuritaire, une partie de la population constituée des occupants de certains sites de déplacés internes vit une situation particulièrement éprouvante. Dans les provinces de Gitega, Kayanza et Ngozi, les déplacés internes des sites de Mutaho (Gitega), Gikomero, Gasenyi (Kayanza), Ruhororo, Mubanga et Musenyi (Ngozi) vivent actuellement dans une peur panique. L'administration serait en train d'organiser un retour massif et non consensuel de ces déplacés sur leurs collines d'origines, ce qui n'est pas sans faire peur à ces déplacés convaincus que « ce qui se fait pour soi sans soi est contre soi ».

Des activités liées à l'identification et enregistrement des superficies occupées par ces déplacés dans les sites (par commune et par province) sont déjà terminées dans les sites des provinces de Ngozi, Gitega et Kayanza.

Ce sont les services fonciers de chaque commune hébergeant un site de déplacés qui s'en occupent. Les déplacés de ces différentes provinces déplorent cette attitude du gouvernement burundais et s'inquiètent des décisions qui vont suivre au moment où ces préparatifs se font sans aucune concertation entre l'administration et les concernés (déplacés). Il sied de rappeler que des centaines de sites de déplacés de guerre ont été construits après les massacres de 1993 qui ont suivi l'assassinat du Président Melchior Ndadaye.

Le Président Evariste Ndayishimiye a recommandé aux gouverneurs des provinces hébergeant les sites de déplacés d'organiser des dialogues avec les déplacés, ceci en vue de recueillir toutes les informations pouvant permettre au gouvernement de trouver une solution durable à cette question que le gouvernement juge pertinente. Mais, force est de constater que le gouvernement burundais veut unilatéralement mettre en application son projet de démantèlement des sites des déplacés sans daigner associer les premiers concernés qui sont pour le moment ceux qui vivent dans ces sites.

Un tour dans les provinces du Burundi nous brosse l'image des violations des droits humains, au niveau sécuritaire, politique, sociale et économique, et ceci par les agents de l'Etat souvent aidés par les jeunes Imbonerakure que le parti au pouvoir ne veut toujours pas démanteler.

En province Bubanza, Bigirimana Léonidas, un jeune qui fut du parti « Mouvement pour la Solidarité et le Développement » (MSD) a été arrêté par la police et les Imbonerakure ce samedi le 26/9/2020 chez lui à Gihanga, après que sa maison ait été fouillée sans rien y trouver.

Léonidas venait de passer presque une année vivant avec sa mère à Gihanga, après avoir passé près de cinq ans vivant à Buterere comme enseignant dans une école privée. Entre temps, son grand frère, Rugonumugabo Daniel est en prison depuis 2015. Il était également membre du MSD.

Ndikumagenge Célestin, membre du CNL vivant sur la colline Ruce, commune Rugazi a failli subir le même sort. Sa maison a été fouillée à son absence, et il a eu la vie sauve grâce aux membres de sa famille qui l'ont avisé pour qu'il ne rentre pas. Ce n'est qu'après deux semaines de cavale et de vie en clandestinité qu'il a pu regagner son domicile.

Niyonzima Felix, alias Rushofa de la colline Kirengane, Commune Rugazi et membre du CNL n'a pas eu la même chance. Il est actuellement sous les verrous à Bubanza, accusé de collaborer avec les rebelles.

En province Bujumbura, Deux membres du parti CNL des noms de Baratakanwa Gabriel et Ndayishimiye Louis de la zone Kiyenzi commune kanyosha, ont été enlevés ce samedi 26/09/2020 à leurs domiciles par des agents du Service National de Renseignement (SNR) orientés par un Imbonerakure de cette localité du nom de Nshimiye.

Ces derniers ont été ensuite battus à mort puis jetés dans une vallée où la population de la localité les a retrouvés agonisants avec des blessures un peu partout sur leurs corps. Ils ont été retrouvés le lundi 28/09/2020 et ont été directement transportés au centre de santé de la zone Kiyenzi pour des soins médicaux.

Deux personnes des noms de Butoyi Meshack et Kagabo Cyprien de la colline Raro, zone et commune Nyabiraba, membres du CNL, ont été arrêtées ce mardi 15/09/2020 à leurs domiciles par les policiers et agents du SNR. Elles ont ensuite été conduites dans un endroit jusqu'ici inconnu de leurs familles.

Le dimanche 06/09/2020, Simbahwanya Gaspard, alias Teso de la colline Gakungwe commune Kabezi a été retrouvé mort tout près de la rivière Mugere étant ligoté. Signalons que ce dernier était un membre du parti CNL et en juillet 2020, il avait aussi échappé à une tentative d'assassinat.

Samedi 5/09/2020 en zone Muyira de la commune Kanyosha, deux personnes des noms de Merthus Sinamugaye et Bizimungu Amédée ont été arrêtées par le tristement célèbre Désiré Uwamahoro, puis conduites au cachot du SNR en Mairie de Bujumbura. Les victimes avaient été accusées de collaborer avec des groupes rebelles.

A la même date du 05 septembre 2020, sur la colline Kirombwe de la zone Muyira, un boutiquier du nom d'Alphonse Sanzerugeze a été enlevé par des hommes non encore identifiés avec un véhicule sans immatriculation à vitre teintées, puis conduit dans un endroit jusqu'ici inconnu.

Jean Bosco Ndayiragije lui, responsable du parti CNL sur la colline Tenga, zone Rubirizi de la commune Mutimbuzi, il a été arrêté le mercredi 09 septembre 2020 par deux Imbonerakure surnommés Mandela et Mango de la même colline, puis conduit au cachot de la zone. Signalons que ce dernier est accusé par ces Imbonerakure de collaborer avec des groupes rebelles et de détention illégale d'arme.

En Mairie de Bujumbura, Donatien Ciza, un membre du parti CNL et un Conseiller Communal de la commune Ntakangwa été enlevé ce 14 septembre 2020, vers 11h30, chez lui par des agents du SNR pour une destination inconnue.

Prime Niyongabo alias Komesha, ancien officier de police, cadre de la compagnie de télécommunication Econet Leo a été arrêté le 11 septembre devant sa résidence à Gasekebuye, Zone Musaga, par Joseph Mathias Niyonzima alias Kazungu, officier du SNR.

Le Lundi 31 août 2020, Hugues Bukuru, Fabrice Nduwimana, Pacifique, Bienvenu Ndacayisaba et Jérôme Ntakarutimana avaient été tous arrêtés et détenus par après à la prison centrale de Mpimba.

Une vingtaine d'autres personnes venaient de passer une semaine à la même prison centrale de Mpimba, accusées de collaborer avec des rebelles qui attaqueraient le pays depuis la fin du mois d'août de cette année. Les victimes subissaient des séances de tortures dans les cachots du Service National de Renseignement avant leur transfert.

Aimable, Bonfils et Justin, des militants du CNL et musiciens du Club Inkumbuzi ont été arrêtés samedi le 12 septembre 2020 après un fouille et perquisition effectuée par la police à Ruziba et Nyabugete dans la zone Kanyosha commune Muha. Après une détention dans les cachots du SNR en Mairie de Bujumbura et une comparution au parquet de la République de Muha, ils ont été transférés à la prison centrale de Mpimba où ils toujours incarcérés jusqu'au moment où nous rédigeons ce rapport.

Colonel Pontien Baritonda, officier ex-FAB en retraite a été également arrêté le matin du 12 septembre 2020 à 6h30 chez lui à Kinanira 2 Zone Musaga de la Commune Muha, par des hommes armés à bord de la camionnette immatriculée DA6401.

Au matin du 24 septembre, un corps sans vie d'un certain Deo a été retrouvé non loin des enceintes de la Cathédrale Regina Mundi. Ceux qui ont vu le cadavre disent qu'il portait des cicatrices sur la tête. Les documents de la victime montrent qu'il était natif de la commune Mugamba, province Bururi. Le corps a été enlevé par la police de la protection civile.

En province Bururi, Hakizimana Eduard de la colline Mubira, commune Mugamba arrêté le 11 septembre chez lui après une fouille perquisition, a été transféré dans les cachots du SNR à Bujumbura. Il venait de passer des semaines dans le cachot de la commune Mugamba accusé de collaborer avec le mouvement rebelle. L'arrestation de cet ex-militaire des Forces Armées Burundaises vient allonger la liste des ex-FAB qui ont été arrêtés par le pouvoir de Gitega ces derniers jours.

En province Cankuzo, un corps sans vie a été découvert ce 21 septembre 2020 dans la forêt de la colline Rutoke, zone Minyare de la commune Cankuzo. Le cadavre était une femme originaire de la colline Kavumu de la même zone. Sa famille l'avait perdue de vue depuis près d'un mois, et ce, quand elle était rentrée d'une visite chez une de ses parentés et qu'elle était rentrée sans pouvoir arriver chez elle.

Toujours à Cankuzo, en commune Cendajuru, Sylvestre Ndayizeye, secrétaire national du parti CNDD-FDD chargé de la ligue des jeunes Imbonerakure a rencontré tous les Imbonerakure de toute la province Cankuzo le lundi du 28 septembre 2020. Dans son discours, il a appelé tous les Imbonerakure à prendre la question sécuritaire en mains car, selon lui, les ennemis du pays ne sont pas loin. Il a martelé, et dans des termes on ne peut plus clairs, que les Imbonerakure doivent prendre le devant dans les questions de sécurité, après avoir constaté que les militaires et policiers sont à appuyer dans ce travail.



Les Imbonerakure de la province Cankuzo qui se réunissaient à Cendajuru le lundi 28 septembre 2020.

©Photo Privé

En province Cibitoke, trois jeunes ont été arrêtés à la neuvième transversale, sur la colline de Rusiga en commune de Rugombo dans la province de Cibitoke. Selon des sources policières, ils auraient été exécutés par des agents du Service National de Renseignement de Cibitoke. En provenance de la République Démocratique du Congo (RDC), ils ont été assimilés à des membres des mouvements armés alors qu'ils étaient des trafiquants de pagnes, selon des habitants.



Les trois personnes qui seraient tuées.

@Photo Privé

Ce sont des jeunes Imbonerakure qui avaient interpellé les trois jeunes gens. Après être retenus quelques heures dans un cachot au chef-lieu de la commune de Buganda, le responsable du Service National de Renseignements à Cibitoke est venu les récupérer.

Selon des sources policières, le fonctionnaire les a par après acheminés à son bureau. La même source indique qu'il a lui-même donné l'ordre de les tuer. Ils ont été abattus la nuit au bord de la rivière Rusizi séparant le Burundi et la RDC.

Toujours à Cibitoke, au matin du samedi 12 septembre, sur la sous-colline Mataba, colline Nyarusebeyi de la commune Mabayi, les orpailleurs ont été surpris par une explosion d'une grenade qui a grièvement blessé trois personnes. Elles ont directement toutes été conduites à l'hôpital pour les soins intensifs. Selon les témoins sur place, le crime serait conséquent à un conflit entre groupes d'orpailleurs qui opèrent dans cette localité.

En province Karusi, une mère qui répondait au nom de Nshimirimana Noëlla a été retrouvée morte ce mercredi 30 septembre 2020 à son domicile sis sur la colline et commune Shombo. Le procureur de la République à Karusi indique que le fils de la défunte a été arrêté à Bugendana en province Gitega alors qu'il fuyait après ce forfait.

Un procès de flagrance a été intenté par le parquet contre ce fils de feu Nshimirimana Noëlla au Tribunal de Grande Instance de Karusi. Le présumé coupable accepte avoir battu sa mère mais refuse qu'il est auteur de cette mort. Le procureur a requis la perpétuité pour Ndayizeye Jean Paul, le fils de la défunte.

En province Kirundo, selon les sources proches de sa famille, Nahimana Oscar a été embarqué de chez lui à Munzenze, dans le véhicule du responsable provincial du SNR à Kirundo, aux environs de 19h de ce 27 septembre 2020. Les mêmes sources font savoir qu'avant son embarquement, il avait d'abord résisté et a été entré de force par les policiers qui étaient à bord. Sa famille, signale qu'il n'avait aucun problème avec l'entourage ni avec les administratifs. Sa famille croit qu'il a été appréhendé suite à ses idées et son appartenance politique car il est du parti CNL, principal parti d'opposition au Burundi. Un autre prétexte serait ses actes déterminés lors des élections précédentes où il a osé dénoncer des manquements qui ont été faits par des membres du parti Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Force pour la Défense de la Démocratie (CNDD-FDD).

Toujours dans la province de Kirundo, des informations émanant de la population de Mukenke en commune Bwambarangwe signalent la reprise des entraînements paramilitaires et rondes nocturnes faits par des Imbonerakure. Ces jeunes en provenance de toutes les collines de la commune Bwambarangwe se rassemblent les samedi vers 5h au centre de Mukenke pour faire des entraînements paramilitaires. Ces Imbonerakure se munissent des bâtons et matraques et courent en chantant, et la population dit craindre bientôt une reprise des violences contre les non-membres du parti de l'aigle dans la localité.

En province Makamba, Ferdinand Nduwayo alias Mwarabu, responsable du CNL sur la colline Bukeye en commune Nyanza-Lac a été arrêté par des Imbonerakure le soir du dimanche 13 septembre 2020 vers 18 heures.

A la tête de cette arrestation était un Imbonerakure prénommé Hassan. Et selon une source administrative du lieu, Ferdinand a été remis au commissaire communal de police à Nyanza-Lac qui l'a à son tour transféré au responsable du Service National de Renseignement en province Makamba le lundi 14 septembre. Trois autres arrestations auraient eu lieu la même date du 14 septembre 2020 sur la colline Mvugo de la même commune.

Toujours à Makamba, Charles Ndikumana dit Munyuwisi a été arrêté le matin du samedi 26 septembre lors d'une fouille perquisition policière à son domicile à Mabanda.

Selon des habitants du chef-lieu de la commune Mabanda, des policiers venus du commissariat provincial de Makamba ont mené une fouille perquisition ciblée au quartier Kigwati du chef-lieu de cette commune.

Lors de cette fouille, ce retraité ex-Forces Armées Burundaise (FAB) a été arrêté même si rien de compromettant n'a été trouvé à son domicile. Monsieur Ndikumana a été toujours la cible des fouilles perquisitions de ce genre, selon les habitants. La recherche des rebelles motiverait ces fouilles perquisitions selon une source policière. Les mêmes fouilles perquisitions ciblées sont signalées, ces derniers jours, sur la colline Mbizi de la commune Kibago. 8 travailleurs domestiques ont été arrêtés le week-end du 12 septembre 2020. Les habitants de cette colline Mbizi accusent la police de travailler avec les jeunes Imbonerakure pour mener des fouilles perquisitions sur les ménages des militants du CNL et des retraités ex-FAB. En commune Nyanza-Lac, des habitants des collines Kazirabageni et Kiderege de la zone Kazirabageni protestent contre une probable nomination de Mohamed Kabura, chef de zone Kazirabageni sortant.

Selon des sources concordantes, des centaines d'habitants des deux collines ont écrit une pétition protestant contre le retour de monsieur Mohamed Kabura en exercice depuis 2015. Cette pétition dénonce le comportement indigne de cet administratif. Ils dénoncent entre autres la corruption dans les jugements rendus. Il est aussi dénoncé pour participation à la fabrication et la commercialisation de boissons prohibées. Ces habitants des collines Kazirabageni et Kiderege accusent aussi Philemon Bucumi, alias Rugwebe, secrétaire communal du CNDD-FDD en même temps chef de zone Muyange de soutenir les candidatures de ses collègues chefs de zones sortants car faisant partie lui-même de l'équipe. Ces habitants demandent la nomination d'un chef de zone intègre qui prône le développement de leur entité administrative.



*Donatien Bigirimana,
ex-FAB décapité la nuit
du 12-13 sept 2020.*

©Photo, privé

En province Mwaro, le nommé Donatien Bigirimana, un ex-FAB à la retraite depuis 2013, résidant sur la colline Gatsinga, sous colline Nyangunzu, commune Ndava, a été décapité dans la nuit du 12-13 septembre 2020 par un groupe de malfaiteurs armés de machettes, soupçonnés d'être des jeunes de la milice Imbonerakure. Aucune enquête n'a été diligentée pour identifier les auteurs.

A Muramvva, un cas similaire est celui de Zénon Nicayenzi, un ex FAB aussi, petit frère de feu Ernest Manirumva, qui a été arrêté le 12 Septembre 2020 en zone Shombo, commune et province Muramvya, par Félix Havyarimana, chef du SNR en province Muramvya

En province Ngozi, l'insécurité fait également parler d'elle où dans la nuit du 15 septembre 2020, sur la colline Muhama de la commune Ruhororo, un homme connu sous le prénom de Charles, fils de Bisiha a été tué par des hommes non encore identifiés. Les informations qui proviennent de la colline Muhama précisent que la mort de la victime peut être liée aux problèmes fonciers du fait qu'en date du 16 septembre 2020, il se préparait à aller témoigner dans un procès opposant ses voisins autour d'un litige foncier.

En province Rutana, En date du 22/9/2020, un commerçant connu sous le nom de Ferdinand exerçant au centre de Gihofi en commune de Bukemba, a été arrêté et emprisonné à Muyinga. Il vendait du haricot en provenance de la Tanzanie, et ceux qui l'ont arrêté l'ont accusé de collaborer avec les rebelles. Selon ses voisins, personne n'est autorisée à lui rendre visite

II. EDUCATION : UN DOMAINE QUI PATAUGE ET QUI A DE LA PEINE A SE REMETTRE SUR LES RAILS APRES DES CHANGEMENTS NON MURIS

II.1. Généralités

Le 4ème cycle d'enseignement de nouveau organisé dans les Lycées publics. Dans une note circulaire envoyée à tous les directeurs provinciaux de l'enseignement, le ministre de l'Education Nationale et de Recherche Scientifique ordonne une bonne organisation du 4ème cycle fondamental dans les Lycées publics à régime d'internat. En effet, ça faisait un bon bout de temps que le cycle inférieur dans les dits Lycées ait été supprimé, et dans les établissements qui l'organisaient encore, les élèves étaient sous le régime d'externat. Le ministre Gaspard Banyankimbona regrette que ces anciens établissements à régime d'internat aient moins d'élèves alors qu'ils sont mieux équipés en laboratoire et bibliothèques, avec pour la plupart un personnel qualifié.

Dans l'optique d'une gestion rationnelle des ressources matérielles et humaines, il demande à tous les directeurs provinciaux de l'enseignement de faciliter l'organisation de ce 4ème cycle fondamental dans les Lycées publics qui l'organisaient déjà et de bien documenter la situation dans chaque école de leur ressort.

Dans ce même domaine de l'éducation, environ 34 000 élèves ayant échoué au concours national édition 2019-2020 viennent de pousser un ouf de soulagement car le gouvernement vient de les autoriser à redoubler de classe. D'après une source du ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique, 34 000 élèves ont échoué au concours national édition 2019-2020 donnant accès à l'enseignement post-fondamental. Une bonne nouvelle pour les parents et ces élèves, le gouvernement vient d'autoriser, à titre dérogatoire, le redoublement de ces élèves dans l'enseignement public et privé.

En effet, dans une ordonnance du ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique, Dr Gaspard Banyankimbona reconnaît que les centres d'enseignement des métiers et centres de formation professionnelle où devraient être inscrits ces élèves ne peuvent pas tous les accueillir. Le ministre affirme que ces centres de métiers et de formation professionnelle ne sont pas fonctionnels pour la plupart, d'autres ne sont pas équipés et n'ont pas d'enseignants qualifiés. Les directeurs des écoles publiques ont été instruit d'inscrire ces élèves dans les établissements publics et privés, à condition de ne pas dépasser un cinquième des effectifs dans chaque classe.

II.2. Une rentrée scolaire marquée par plusieurs cas d'irrégularités surtout liés au manque de matériels didactiques et d'enseignants.

En province Bujumbura, à l'Ecole Fondamentale de Nyarushanga de la zone Ijenda commune Mugongo-Manga, un seul banc pupitre est partagé par 3 à 4 élèves avec aussi un manque de 6 enseignants.

Au Lycée communal Gitwe de la colline Rwibaga, zone Ijenda de la même commune de Mugongo-Manga, Claude Niyoyahangejeje, le Directeur parle du manque de 8 enseignants et 58 bancs pupitres.

A l'ECOFO Rukina en commune Mukike, un des enseignants de cet établissement parle d'un manque de 50 bancs pupitres et 9 enseignants.

Au Lycée communal Mutambu se trouvant au chef-lieu de la commune qui porte le même nom, un enseignant de cet établissement du nom de Charles nous parle de trois à quatre élèves qui partagent un seul banc pupitre à la rentrée scolaire, et qu'il y avait aussi un manque de 7 enseignants.

En province Cibitoke, ce sont plutôt des cas d'abandons scolaires qui font parler d'eux au début de la rentrée scolaire

Abandons scolaires exercice 2019-2020

Commune	Ecole Fondamentale		Post-Fondamentale	
	Filles	Garçons	Filles	Garçons
Buganda	1392	1621	37	59
Bukinanyana	775	641	46	46
Mabayi	967	1166	20	19
Mugina	1150	1377	150	160
Murwi	1298	1415	134	139
Rugombo	760	710	99	90
TOTAL	6342	6930	486	513

Source : Rapport des abandons scolaires de la direction provinciale de l'enseignement à Cibitoke année scolaire 2019-2020

En province Kirundo, la rentrée scolaire de cette année 2020-2021 a ouvert ses portes avec beaucoup de difficultés. Selon le directeur provincial de l'enseignement à Kirundo, Nestor Musafiri, on enregistre un manque de 570 enseignants dont 400 au fondamentale et 157 au post fondamentale. Cependant, le gouvernement a engagé seulement 62 enseignants dans toute la province, ce qui constitue un nombre insignifiant par rapport au besoin. Pour essayer de relever ce défi, les directeurs sont autorisés d'utiliser des enseignants bénévoles qui seront appuyés par des parents qui le peuvent.

L'autre défi est celui du manque de bancs pupitres surtout dans les écoles fondamentales, spécialement dans les classes des premières années.

En guise d'exemples, à l'école fondamentale de Murama au centre urbain de Kirundo, ainsi qu'à l'école fondamentale de Cumva dans la zone rurale de Kirundo, quatre élèves partagent le même banc-pupitre. Ici l'on comprend que les mesures barrières au Covid-19 ne sont pas possibles aussi longtemps qu'il n'y a assez ni de salles de classes, ni de bancs-pupitres.

En province Makamba, les parents, élèves et le personnel du Lycée d'excellence de Makamba s'insurgent contre les décisions unilatérales d'André Nininahazwe, directeur de cette école. Selon les parents, les élèves et le personnel de ce Lycée, cette école risque de fermer ses portes à cause des décisions unilatérales et non concertées qui engagent tous les partenaires de l'école.

"André Nininahazwe prend des décisions qui engagent l'école sans consulter aucun organe de l'école. Il a pris la décision de fermer la section de sciences sociales créée à notre école sans aviser, ni le conseil de direction, ni les autorités hiérarchiques scolaires.", lancent des enseignants de cette école contactée.

"André Nininahazwe est secrétaire communal du CNDD-FDD à Makamba, et il se voit autorisé à tout faire, surtout à ne considérer que les instructions lui données par ses supérieurs hiérarchiques au niveau du parti au pouvoir. Il a toujours été hostile au personnel qui refuse d'adhérer au parti CNDD-FDD. Les membres des partis d'opposition qui travaillent à cette école se sont toujours vus redéployés ou mutés dans d'autres écoles éloignées de leurs résidences sans motifs valables

Dans une réunion en assemblée générale des parents du 20 septembre 2020, les parents se sont insurgés contre cette décision unilatérale du directeur de cette école de supprimer la section et lui ont exigé de revenir à ses erreurs pour que cette section soit rouverte.

En province Muramvya, les abandons scolaires sont également une triste réalité selon les données recueillies à la Direction Provinciale de l'Enseignement :

Abandons scolaires exercice 2019-2020

1^{er} Cycle (1^{er} et 2^{ème} années)

Commune	Garçons	Filles	Total
Bukeye	105	48	153
Kiganda	300	255	555
Mbuye	266	152	418
Muramvya	455	325	780
Rutegama	355	315	670
Total	1481	1095	2576

2^{ème} Cycle (3^{ème} et 4^{ème} années)

Commune	Garçons	Filles	Total
Bukeye	70	24	94
Kiganda	139	81	220
Mbuye	139	60	169
Muramvya	289	187	476
Rutegama	269	167	436
Total	906	519	1425

3^{ème} Cycle (5^{ème} et 6^{ème} années)

Commune	Garçons	Filles	Total
Bukeye	133	96	229
Kiganda	141	101	242
Mbuye	180	116	296
Muramvya	394	206	500
Rutegama	364	236	600
Total	1212	755	1967

4^{ème} Cycle (7^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} années)

Commune	Garçons	Filles	Total
Bukeye	74	53	127
Kiganda	126	116	242
Mbuye	85	92	177
Muramvya	156	168	324
Rutegama	228	197	416
Total	669	626	1295

Total pour toutes les Ecoles Fondamentales : 7263 abandons scolaires au cours de l'année scolaire 2019-2020

La source de ces données est la direction provinciale de l'enseignement à Muramvya

En province Rutana, plusieurs Lycées communaux qui organisent le post-fondamental vont perdre cette faveur étant donné qu'ils manquent d'effectifs suffisants d'élèves pour fréquenter les sections ouvertes. A titre d'illustration, le Lycée communal de Gifunzo en commune de Rutana n'a que 3 élèves dans la section science. Une telle situation est observable dans pas d'écoles de la province. Le jeudi 24/9/2020, une réunion de tous les directeurs du secondaire de cette province a eu lieu pour voir comment regrouper ces élèves dans un établissement relativement facile d'accès à tous les élèves. Cela aura comme conséquence le déplacement des enseignants qui seront obligés de faire de longues distances ou tout simplement qui seront réaffectés ailleurs.

En province Ngozi, Le manque des bancs pupitres et des salles de classe s'observe presque dans toutes les écoles de la province Ngozi. Les directions communales de l'enseignement les plus concernées sont notamment celles de Ruhororo, Tangara et Nyamurenza. Pour le cas de Tangara, les écoles fondamentales Bwitoyi, Maramvya, Musenyi 1 et Gisha ont des effectifs énormes. La moyenne par classe dépasse 80 écoliers et ceux-ci s'asseyent à 4 par banc pupitre (en première année) et à 3 écoliers dans les classes qui suivent.

Le même cas s'observe à Nyamugari 1et 2, Buniha, Mukoni, Rusunwe de la direction communale d'enseignement de Ruhororo. A Nyamugari2, la classe de première année enregistre 93 écoliers.

A Nyamurenza, les problèmes sont semblables à ceux des autres directions communales ci-haut mentionnées. Les parents des élèves demandent au gouvernement et au Ministère de l'Education et de la Recherche Scientifique de fournir des bancs pupitres et de construire les salles de classe en vue de décharger les parents à qui les directeurs ne cessent de demander des contributions pour construire ceci ou cela. Ils demandent aussi au ministère ayant en charge l'éducation de suivre de près les directeurs des écoles car certains d'entre eux sont là pour leurs propres intérêts mais pas pour servir la nation.

III. DROIT AU TRAVAIL : LE MANQUE D'EMPLOIS ATTEINT DES PROPORTIONS TRES ALARMANTES

Le mois de septembre a vu le début d'une opération en rapport avec le recensement des jeunes ayant déjà terminé les études mais qui n'ont pas encore trouvé d'emploi. Plus de 188 000 jeunes sans emploi étaient déjà enregistrés jusqu'à la fin du mois de septembre 2020. Dans une interview accordée par le porte-parole du ministère ayant l'Intérieur et la Sécurité dans ses attributions, on avait déjà enregistré 188 010 jeunes chômeurs dans tout le pays. Pierre Nkurikiye a annoncé que l'opération d'enregistrement des jeunes ayant terminé leurs études mais sans emploi va se poursuivre.

D'après certains jeunes sans emploi rencontrés après l'enseignement, cette opération fait face à de nombreux défis notamment ceux liés au manque de matériel technique, aux problèmes de connexion, au faible niveau des agents affectés à cette opération.

Dans plusieurs localités, cette activité était faite par des jeunes Imbonerakure n'ayant pas des compétences requises pour bien enregistrer les gens. Les agents de cet enregistrement utilisaient leurs propres smartphones qui connaissaient des problèmes d'alimentation en énergie électrique, ce qui fait perdre beaucoup de temps lors de cette opération.

L'autre défis est lié à la politisation de cette activité : le parti au pouvoir veut s'approprier les bénéfices de cette opération en organisant des réunions clandestines avec des jeunes Imbonerakure où il dit que ces jeunes doivent prendre le devant en s'organisant dans des associations afin de profiter de nombreux millions d'argent que le gouvernement prévoit injecter dans ces associations des jeunes. Une source contactée affirme que les premières réunions du genre ont été tenues le 17 septembre 2020 dans toutes les collines de la commune Rumonge.

Perte d'emplois suite à l'incendie criminelle du marché de Kavovo : Un petit marché de la colline Kavovo, zone Mayuyu, commune Mukike, province Bujumbura a pris feu lundi le 21 septembre 2020 vers 5h du matin et plus de 25 kiosques remplis de marchandise ont été complètement consumés. Des témoins ont dénoncé des Imbonerakure de la localité comme auteurs du crime. Ces derniers étaient en désaccord avec les propriétaires qui étaient accusés de ne pas soutenir cette jeunesse du parti au pouvoir. Les familles qui ont perdu de l'emploi à ce lieu restent dans la désolation totale et sont dans un besoin d'assistance pour relever leur capitale.



Marché de Kavovo en feu lundi 21 septembre 2020. ©Photo Privé

IV. SANTE : LE DANGER DU COVID-19 TOUJOURS SOUS-ESTIME MALGRE LA RECONNASSANCE OFFICIELLE DE L'ETAT PANDEMIQUE DU VIRUS

Bien que le nouveau régime d'Evariste Ndayishimiye ait reconnu officiellement la gravité de la pandémie du Covid-19, les mesures prises pour lutter efficacement contre les contaminations demeurent très insuffisantes.

Sur les lieux publics et autres endroits où se rencontrent beaucoup de personnes, le constat est que les gens commencent à relâcher, ne se lavant plus avant d'entrer dans des lieux publics ou dans les bus. La distanciation sociale n'a jamais été une préoccupation des burundais, pendant que dans les transports publics, il n'y a jamais eu d'obligation de port de masque alors que les gens se frottent les uns sur les autres dans les mini-bus qui assurent essentiellement le transport sur les routes du Burundi, mais aussi dans la capitale économique du pays qui a enregistré beaucoup de cas des contaminés.

Désormais, pour avoir droit de sortir ou d'entrer au Burundi, il faudra avoir un certificat de dépistage du Covid-19 coûtant 50 dollars américains. C'est l'annonce du ministère des Finances, du Budget et de la Planification. A travers l'ordonnance du Ministre Domitien Ndiwokubwayo, la présentation de ce document sera exigée aux Burundais ou personnes étrangères désirant entrer au Burundi ou sortir de ce pays. La même ordonnance fixe les frais de dépistage à 50 dollars américains pour chaque test de dépistage au Covid-19 et avoir droit à ce certificat. A noter que le gouvernement est dans son troisième mois de dépistage systématique de la population dans tout le pays, un dépistage systématique fait gratuitement grâce à l'appui de l'OMS et d'autres partenaires financiers internationaux.

A la fin du mois de septembre, les victimes de la pandémie s'élevaient à 529 personnes testées positives selon le communiqué de presse rendu public par le ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida.

V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Au quatrième mois du nouveau régime d'Evariste Ndayishimiye, les espoirs qu'il avait suscités, malgré son installation suite aux élections controversées de mai 2020, ont duré le temps de la rosée. Il a fallu attendre la fin du mois d'août et le début de septembre pour que, même les espoirs des plus téméraires soient douchés par la répression aveugle qui se met en marche contre tout opposant politique ou toute voix discordante, ceci après les attaques rebelles revendiquées par le Mouvement RED-TABARA. Au lieu d'améliorer la situation des Burundais par la résolution de la crise sociopolitique et économique qui dure depuis 2015, le nouveau régime semble gérer une situation qui va de mal en pis. Conscient de son illégitimité devant le peuple burundais, le parti au pouvoir sembler se venger contre un peuple en détresse, rongé depuis 2015 par la famine, la maladie, la corruption des dirigeants et plusieurs autres maux. La pauvreté et le chômage chez les jeunes, l'éducation affaiblie par des réformes incessantes et non muries et l'école aujourd'hui hautement politisée ne donnent pas l'espoir de connaître des lendemains meilleurs au Burundi.

De ce qui précède, le FORSC émet les recommandations suivantes :

Au gouvernement du Burundi :

- Mettre un terme à la répression aveugle qui prend une ampleur inquiétante contre les opposants politiques et supposés tels ;
- Mettre fin aux arrestations arbitraires, aux tortures et emprisonnements illégaux et sanctionner les auteurs de ces crimes ;
- Démanteler l'organisation des jeunes Imbonerakure ;
- Instaurer un dialogue sincère et inclusif pour éviter une nouvelle guerre fratricide ;
- Arrêter des mesures rigoureuses contre la propagation du Covid-19 et les mettre en application ;

A la population burundaise :

- Refuser la manipulation politique qui l'incite aux divisions ethniques et politiques ;
- Rester solidaires pour refuser un pouvoir qui tue son peuple.